Nos travaux philanthropiques ne doivent-ils pas entrer dans l'ère de l'humanisme écologique ?

Respectable Loge, Humanisme et Progrès, Orient de Toulon, Région 2
Mots-clefs : Écologie

Depuis la révolution industrielle, tous les systèmes de gouvernement que le monde a connu, que ce soit le système libéral classique, le néolibéralisme, l'ultralibéralisme, la social-démocratie et également le communisme, ont tous mis en œuvre une accélération de la consommation, un épuisement des ressources naturelles, la vitesse d'exécution et la consommation à outrance.

Cette période coïncide avec les activités humaines qui ont de fortes répercussions sur la transformation des écosystèmes de la planète, appelé anthropocène.

La mondialisation exigée par ces systèmes et acceptée par les peuples qui ont été obligés de s'adapter, s'est dirigée vers un réchauffement climatique et une détérioration de la planète.

Ce que nous pouvons relever aujourd'hui, c'est une espèce humaine de part en part inadaptée au nouvel environnement mondialisé avec comme conséquence directe le nombre de maladies, même si nous pouvons accepter que les maladies puissent être multi causales : cancers, allergies, sans oublier les maladies psychosomatiques ; bref un impact direct sur la santé et le corps.

A l'heure où certains disent que nous avons obtenu la fin de l'histoire, où la nécessité de vivre à l'échelle d'une dérégulation en accélération constante, se produit donc un événement totalement inédit dans l'histoire de la vie : une espèce vivante, la nôtre, se découvre complètement inadaptée à son environnement.

Depuis les années 2000, depuis la prise de conscience mondiale d'une « crise environnementale », cette contradiction est devenue un problème pour nos élites dirigeantes.

Voilà qui éclaire de façon spectaculaire, l'histoire de notre pays depuis quelques années : souveraineté remise en cause de l'état, affaiblissement brutal du politique, pandémie qui oblige à l'arrêt la force de travail, mais surtout disqualification progressive du fameux cap que les différents gouvernements avaient fixé à leur tour pour le pays.

Car comment le cap peut-il à la fois prôner la mondialisation des échanges, qui fait exploser les mobilités, et lutter contre le réchauffement, qui implique de limiter la croissance.

Car si un cap doit être imposé, il faut évidemment le faire avec le consentement des populations.

Or une certaine conception de l'expertise a mis en évidence une fois de plus, la dimension passive et la dimension active de nos expériences collectives en opposant les experts, seuls capables et compétents, à la population besogneuse.

Face à une masse passive, qui bénéficie aussi de cette mondialisation, il est impératif de constituer une intelligence collective des publics, qui s'appuierait sur trois sujets à la fois : évolution, démocratie et éducation. Une forme de pensée différente pourrait donner une toute autre source d'inspiration à tous ceux qui veulent sortir de cette assignation à la masse pour se constituer en publics responsables, sujets politiques actifs, participant à partir de leurs propres problèmes à la réflexion collective de ce qui leur arrive.

Personnellement, je suis également favorable comme le propose le philosophe Dominique Bourg de remplacer le Sénat par un « Collège du futur » composé de citoyens et de scientifiques. Ce qui pourrait se faire aussi au niveau local des villes. Et pour que les décisions politiques ne remettent pas en cause notre viabilité écologique un contrôle se ferait par une commission de sages.

On voit malgré tout, des publics un peu partout dans le monde qui se lèvent, jeunes pour la plupart, et nos travaux philanthropiques répondent parfaitement à une demande collaborative, qui pourrait répondre dans le souhait d'une nouvelle ère de l'humanisme écologique.